Affaire C-577/20

Demande de décision préjudicielle

Date de dépôt :

4 novembre 2020

Juridiction de renvoi :

Korkein hallinto-oikeus (Cour administrative suprême, Finlande)

Date de la décision de renvoi :

29 octobre 2020

Partie requérante :

A

Autre partie :

Sosiaali- ja terveystalouden lupa- ja valvontavirasto

**ORDONNANCE DU KORKEIN HALLINTO-OIKEUS (COUR
ADMINISTRATIVE SUPRÊME, FINLANDE)**

Date d'adoption

29 octobre 2020

[omissis]

Objet Demande de décision préjudicielle adressée à la Cour de justice de l'Union européenne au titre de l'article 267 TFUE

Partie requérante au pourvoi A

Autre partie Sosiaali- ja terveystalouden lupa- ja valvontavirasto

Décision faisant l'objet du pourvoi Décision du Helsingin hallinto-oikeus (tribunal administratif de Helsinki, Finlande) du 25 avril 2019 [omissis]

L'objet de la procédure et les termes des questions

- 1 Le korkein hallinto-oikeus (Cour administrative suprême) est saisi de la question de savoir s'il était permis à une autorité nationale (le Sosiaali- ja terveystieteiden valvira, office d'autorisation et de supervision en matière sociale et sanitaire, ci-après le « Valvira ») de rejeter la demande formée par A, demande qui concernait le droit de porter le titre professionnel de psychologue protégé par la réglementation en vigueur. A avait demandé l'octroi de ce droit essentiellement sur le fondement d'un diplôme délivré par une université située au Royaume-Uni.
- 2 En l'espèce, il y a lieu de déterminer, dans un premier temps, si la demande de A peut être rejetée au seul motif que celui-ci n'a pas exercé la profession de psychologue dans un autre État membre au sens de l'article 13, paragraphe 2, premier alinéa, de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil, du 7 septembre 2005, relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (JO 2005, L 255, p. 22), telle que modifiée par la directive 2013/55/UE (JO 2013, L 354, p. 132).
- 3 S'il n'est pas permis de rejeter la demande pour ce seul motif, le droit de A d'exercer la profession réglementée dont il s'agit doit être apprécié sur la base des articles 45 et 49 TFUE ainsi que de la jurisprudence de la Cour relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et des diplômes (en particulier les arrêts du 7 mai 1991, Vlassopoulou, C-340/89, EU:C:1991:193, et du 6 octobre 2015, Brouillard, C-298/14, EU:C:2015:652). Dans un tel cas, il y a lieu de se prononcer entre autres sur la question de savoir **[Or. 2]** si, dans les circonstances particulières de l'espèce, il était permis à l'autorité nationale de rejeter la demande au motif que la mise en œuvre de la formation suivie était, dans ses aspects essentiels, entachée d'insuffisances telles que cette formation ne pouvait pas même être considérée comme une formation préparant à la profession de psychologue.
- 4 Dans ce contexte, il s'agit de déterminer, à la lumière de la jurisprudence de la Cour mentionnée (par exemple, arrêt du 6 octobre 2015, Brouillard, C-298/14, EU:C:2015:652, points 55 et 56), dans quelle mesure le droit de l'Union limite la faculté de l'autorité compétente d'un État membre d'examiner la manière dont une formation donnée, attestée par un certificat délivré par une université relevant du système éducatif d'un autre État membre, a été mise en œuvre dans ses aspects essentiels.

L'objet de la procédure et les faits pertinents

- 5 A a sollicité auprès du Valvira le droit de porter le titre professionnel de psychologue, qui est protégé par la réglementation en vigueur. Il a joint à sa demande, entre autres, le diplôme délivré le 27 novembre 2017 par l'University of the West of England, Bristol (Royaume-Uni) (ci-après l'« UWE ») (« has been awarded the POSTGRADUATE DIPLOMA with Merit having followed an

approved postgraduate programme of study in SOLUTION FOCUSED THERAPY at Helsinki Psychotherapy Institute »).

- 6 La formation en cause avait été organisée dans le cadre d'un partenariat entre l'UWE et le Helsingin Psykoterapiainstituutti Oy (ci-après le « HPI »), une société anonyme finlandaise exerçant ses activités en Finlande. Elle avait eu lieu en Finlande et en langue finnoise. [omissis]
- 7 Le Valvira a été contacté à diverses reprises au sujet de préoccupations portant sur la formation en psychothérapie en cause. Au cours de l'année 2017, il a été alerté par des personnes ayant participé au cursus « Solution Focused Therapy » dispensé par l'UWE et le HPI. Les prises de contact mettaient en évidence des insuffisances dans l'encadrement de la formation et dans la psychothérapie pédagogique. [omissis]
- 8 Les prises de contact mettaient également en évidence que la durée effective consacrée à la psychothérapie pédagogique ne correspondait pas à la durée qui était indiquée dans le livret de travail des étudiants. Selon ces prises de contact, le contenu effectif des enseignements ne correspondait pas aux objectifs de compétence et aux contenus qui ressortaient des guides pour l'enseignement et des promesses faites par les organisateurs de la formation.
- 9 En septembre 2017, le Valvira a contacté par téléphone cinq personnes qui, après avoir suivi en juin 2016 la formation organisée dans le cadre du partenariat entre l'UWE et le HPI, avaient sollicité le droit de porter le titre professionnel de psychothérapeute protégé par la réglementation en vigueur [omissis] [Or. 3]. Les exposés de ces cinq personnes relatifs à la mise en œuvre de l'encadrement et à la psychothérapie pédagogique allaient dans le même sens que ce qui était indiqué dans les prises de contact mentionnées aux points 7 et 8 ci-dessus.
- 10 La demande formée par A tendant à être autorisé à porter le titre professionnel de psychothérapeute protégé par la réglementation en vigueur a été rejetée par le Valvira par décision du 29 juin 2018 [omissis], au motif principal que A ne lui avait pas fourni d'informations suffisantes quant au contenu de la formation.
- 11 Par décision du 10 septembre 2018, le Valvira [omissis] a rejeté la réclamation de A. A avait considéré que la formation en cause avait été suivie en Finlande. Le Valvira, dans sa décision, considère que cette formation a été suivie dans un système éducatif à l'étranger. Il n'a pas pu s'assurer de ce que celle-ci a été dispensée de manière à répondre aux exigences auxquelles est soumise la formation en psychothérapie en Finlande, notamment en ce qui concerne l'encadrement du travail psychothérapique sur les patients et la psychothérapie pédagogique personnelle de l'étudiant.
- 12 Par décision du 25 avril 2019, le Helsingin hallinto-oikeus (tribunal administratif de Helsinki) a rejeté le recours de A. Il a jugé que la formation dispensée par l'UWE et le HPI devait être considérée comme ayant été suivie au Royaume-Uni nonobstant le fait que, en pratique, elle a été organisée en Finlande et en langue

finnoise. Le régime général de reconnaissance des titres de formation prévu par la directive 2005/36 n'obligeait pas à accueillir la demande de A puisque celui-ci n'avait exercé la profession de psychologue ni au Royaume-Uni ni dans un autre État membre dans lequel la formation ou la profession de psychologue ne sont pas réglementées.

- 13 Dans les motifs de son jugement, le Helsingin hallinto-oikeus (tribunal administratif de Helsinki) indique que le Valvira, dans le cadre de certaines autres affaires antérieures, a examiné, s'agissant du Royaume-Uni, la question de savoir si la profession ou la formation de psychologue y sont réglementées au sens de l'article 3, paragraphe 1, sous a) et e), de la directive 2005/36. Selon les informations reçues, la « British Association for Counseling and Psychotherapy » et le « Health and Care Professions Council » ont indiqué qu'au Royaume-Uni, la profession de psychologue n'est pas réglementée. Le « UK National Contact Point for Professional Qualification » a déclaré qu'à son avis, la profession et la formation de psychologue n'y sont pas réglementées.
- 14 Il ressort également des motifs de la décision du Helsingin hallinto-oikeus (tribunal administratif de Helsinki) que, dans le cadre d'une demande comparable du Socialstyrelsen, l'autorité suédoise compétente, le Valvira a reçu du « Centre for Professional Qualifications » un rapport selon lequel [Or. 4] au Royaume-Uni, la profession et la formation de psychologue ne sont pas réglementées au sens de la directive 2005/36.
- 15 Le Helsingin hallinto-oikeus (tribunal administratif de Helsinki) a ensuite apprécié les conditions d'approbation de la demande à la lumière des libertés fondamentales garanties par le traité FUE, en se référant aux arrêts du 7 mai 1991, Vlassopoulou (C-340/89, EU:C:1991:193) et du 6 octobre 2015, Brouillard (C-298/14, EU:C:2015:652).
- 16 Le Helsingin hallinto-oikeus (tribunal administratif de Helsinki) a notamment jugé qu'aux fins de l'appréciation des conditions d'approbation de la demande au regard des libertés fondamentales, la formation en psychologie suivie à l'étranger doit être comparée à la formation finlandaise correspondante à la date en cause, ainsi que l'a fait le Valvira. Ce dernier n'a pas remis en question en soi la validité du diplôme délivré par l'UWE Bristol en tant que diplôme, mais il a comparé le contenu réel de la formation suivie par A à la formation finlandaise.
- 17 Le Helsingin hallinto-oikeus (tribunal administratif de Helsinki) a considéré comme établi que la formation en cause présentait d'importantes insuffisances et différences par rapport à la formation de psychologue en Finlande. Par conséquent, il était permis au Valvira de considérer que A n'avait pas démontré que ses connaissances et qualifications étaient équivalentes à celles que posséderait une personne y ayant suivi une formation de psychologue. En outre, selon le Helsingin hallinto-oikeus (tribunal administratif de Helsinki), la décision de rejet adoptée par le Valvira n'était pas illégale au regard des libertés fondamentales garanties par le traité FUE.

- 18 [omissis]
- 19 Devant le korkein hallinto-oikeus (Cour administrative suprême), A a notamment soutenu que la formation doit être qualifiée de formation dispensée en Finlande et qu'il a été indiqué par l'UWE, en tant qu'autorité compétente, que cette formation était conforme aux exigences prévues par le asetus terveydenhuollon ammattihenkilöistä (règlement relatif aux professionnels de santé). Selon A, la formation dispensée par l'UWE et le HPI répond aux exigences énoncées à l'article 2 bis de ce règlement à l'égard de la formation en psychothérapie et doit donc être reconnue comme une formation conduisant à la possibilité de bénéficier de la protection du titre de psychothérapeute. Il ne saurait être exigé de la formation de psychothérapeute davantage que ce qui ressort clairement du libellé dudit règlement. Cependant, dans le cas où la formation en cause ne serait pas qualifiée de formation ayant été suivie en Finlande, elle doit être appréciée en fonction des documents fournis par le requérant et les organisateurs de la formation concernant le cursus, les enseignements et la qualité de ceux-ci. Le Valvira a effectué une comparaison non pas au regard de documents, mais a apprécié la formation dispensée par l'UWE et le HPI sur la base de lettres anonymes, d'un avis sollicité auprès de l'université d'Oulu (Finlande), laquelle doit être considérée comme étant concurrente de l'UWE et du HPI, et d'entretiens qu'il a conduits lui-même. Le principe de loyauté du droit de l'Union [Or. 5] exige que le Valvira ne remette pas en cause le contenu d'un document fourni par l'UWE, laquelle doit être considérée comme une autorité compétente d'un autre État membre.
- 20 Devant le korkein hallinto-oikeus (Cour administrative suprême), le Valvira a considéré qu'il existe une incertitude juridique sur le point de savoir s'il convient d'apprécier la demande à la lumière des libertés fondamentales garanties par le traité FUE, nonobstant le fait qu'il serait possible de rejeter cette demande sur le seul fondement des dispositions de droit national transposant l'article 13, paragraphe 2, de la directive 2005/36, qui prévoient que la reconnaissance des qualifications professionnelles est subordonnée à l'exercice d'une profession pendant un an dans un autre État membre dans les cas dans lesquels la profession et la formation ne sont pas réglementées dans l'État d'origine.
- 21 En outre, le Valvira considère que la formation de psychothérapeute dispensée dans un autre État membre doit être comparée à la formation dispensée par les universités finlandaises à la date en cause, afin de déterminer s'il existe ou non des différences essentielles dans leurs contenus. Selon le Valvira, dans le cas de la formation dispensée par l'UWE et le HPI, deux des trois domaines clés de la formation en psychothérapie, à savoir l'encadrement du travail sur les patients et la psychothérapie pédagogique, ont été mis en œuvre avec des insuffisances telles que cette formation ne répond pas aux exigences de contenu et de qualité de la formation en psychothérapie. La formation en cause ne constitue pas une formation conduisant au droit de porter le titre professionnel protégé de psychothérapeute.

- 22 Le Valvira ajoute que, en principe, il se fie aux diplômes délivrés par les universités et autres institutions éducatives des autres États membres ainsi qu'aux informations que celles-ci fournissent sur le contenu d'une formation, et qu'il n'examine le contenu et les modalités pratiques des formations que dans la mesure nécessaire pour déterminer l'existence ou non de différences entre la formation finlandaise et la formation étrangère. Les circonstances de la présente affaire sont particulières et exceptionnelles. Des étudiants ayant accompli la formation en question ont contacté le Valvira pour lui exprimer leurs préoccupations au sujet de la mise en œuvre réelle de cette formation et des conséquences que cela emporte également pour la sécurité des patients, car l'enseignement en cause implique l'accueil de ceux-ci. [Or. 6]

La législation nationale

Le laki terveydenhuollon ammattihenkilöistä (559/1994¹, ammattihenkilölaki, loi relative aux professionnels de santé)

- 23 L'article 1er, premier alinéa, de la loi relative aux professionnels de santé prévoit que l'objectif de cette loi est d'améliorer la sécurité des patients et la qualité des services de santé, en veillant à ce que les professionnels de santé qui y sont visés aient la formation requise par la pratique professionnelle, d'autres compétences professionnelles suffisantes et d'autres compétences que la pratique professionnelle exige.
- 24 Aux termes de l'article 2, premier alinéa, point 2, [omissis]², de la loi relative aux professionnels de santé, aux fins de cette loi, on entend par professionnel de santé une personne qui, en vertu de ladite loi, a le droit de porter le titre professionnel d'un professionnel de santé visé dans un décret du gouvernement (professionnel titulaire d'un titre professionnel protégé). Aux termes dudit article 2, deuxième alinéa, un professionnel agréé, titulaire d'une autorisation ou d'un titre protégé a le droit d'exercer la profession pertinente et de porter le titre professionnel pertinent. D'autres personnes disposant d'une formation, d'une expérience et de compétences professionnelles suffisantes peuvent également exercer une profession dont le titre est protégé.
- 25 Aux termes de l'article 3 bis [omissis]³, premier alinéa, de la loi relative aux professionnels de santé, aux fins de cette loi, les règles de l'Union en matière de reconnaissance renvoient aux dispositions de la directive 2005/36 et aux dispositions connexes des actes de la Commission sur l'utilisation des pouvoirs délégués et la mise en œuvre de cette directive. Aux termes de l'article 3 bis, deuxième alinéa, de la loi relative aux professionnels de santé, si cette loi ne

¹ Finlex : <https://www.finlex.fi/fi/laki/ajantasa/1994/19940559>

² [omissis]

³ [omissis]

contient pas de dispositions sur la reconnaissance des qualifications professionnelles, le laki ammattipätevyiden tunnustamisesta (1384/2015) (loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles) ou la directive 2005/36 s'appliquent. Aux termes de l'article 3 bis, troisième alinéa, de la loi relative aux professionnels de santé, le Valvira est, pour les professionnels de santé, l'autorité compétente mentionnée dans la directive 2005/36 et dans la loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

- 26 Aux termes de l'article 5 [omissis]⁴, deuxième alinéa, de la loi relative aux professionnels de santé, une personne qui a suivi en Finlande une formation conduisant à une profession visée par un décret du gouvernement a le droit de porter le titre professionnel concerné. Si la formation conduisant à une profession n'est pas réglementée, le droit de porter ce titre **[Or. 7]** est subordonné à l'approbation par le Valvira, sur demande, de la formation, selon les modalités prévues par un décret du gouvernement.
- 27 Aux termes de l'article 8 [omissis]⁵, deuxième alinéa, de la loi relative aux professionnels de santé, un citoyen d'un État de l'Union ou de l'Espace économique européen (EEE) qui, sur la base d'une formation qu'il a suivie dans un État de l'Union ou de l'EEE autre que la Finlande, a obtenu dans cet État un diplôme visé par les règles de l'Union en matière de reconnaissance ou un autre titre de formation jugé équivalent et qui est exigé dans cet État pour obtenir le droit d'exercer les professions en question, est autorisé par le Valvira, sur demande, à porter en Finlande le titre professionnel, pour un professionnel de santé, qui a été déterminé par un décret du gouvernement. Aux termes de l'article 8 [omissis]⁶, troisième alinéa, première phrase, de la loi relative aux professionnels de santé, outre ce qui est prescrit aux premier et deuxième alinéas, le Valvira a la faculté de déterminer, à titre de mesure compensatoire pour le demandeur, une période d'adaptation ou une épreuve d'aptitude conformément aux dispositions de la loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Le aesus terveydenhuollon ammattihenkilöistä (564/1994⁷, décret relatif aux professionnels de santé

- 28 En vertu de l'article 1er du décret relatif aux professionnels de santé [omissis]⁸, parmi les titres professionnels, pour les professionnels titulaires d'un titre professionnel protégé, visés à l'article 2, premier alinéa, point 2, de la loi relative

⁴ [omissis]

⁵ [omissis]

⁶ [omissis]

⁷ Finlex : <https://www.finlex.fi/fi/laki/ajantasa/1994/19940564>

⁸ [omissis]

aux professionnels de santé (559/1994) figure entre autres le titre de psychothérapeute.

- 29 Aux termes de l'article 2 bis [omissis]⁹, premier alinéa, du décret relatif aux professionnels de santé, pour qu'une personne soit autorisée à porter le titre professionnel protégé de psychothérapeute, elle doit avoir suivi une formation de psychothérapeute dispensée par une université ou par une université et un autre organisme d'enseignement. L'université qui dispense l'enseignement doit avoir une responsabilité éducative dans le domaine psychologique ou médical. Elle admet les étudiants à la formation de psychothérapeute. En vertu de l'article 2 bis, deuxième alinéa, du décret relatif aux professionnels de santé, les connaissances requises pour exercer en tant que psychothérapeute sont acquises à travers des enseignements comprenant au moins 60 crédits et qui se composent d'unités d'enseignement consacrées à des enseignements théoriques, à un travail psychothérapeutique sur le patient effectué sous encadrement, à la psychothérapie pédagogique ainsi qu'à un mémoire. Les connaissances sont attestées par des preuves. **[Or. 8]**
- 30 En vertu de l'article 2 bis, troisième alinéa, du décret relatif aux professionnels de santé, le port du titre professionnel est subordonné à la possession d'une expérience professionnelle d'au moins deux ans acquise dans des services de soin de la santé mentale ou dans des fonctions équivalentes, ainsi que, préalablement à la formation de psychothérapeute :
- 1) à l'obtention d'un diplôme approprié de l'enseignement supérieur ou d'un diplôme approprié de l'enseignement supérieur professionnel dans le secteur social et de la santé ; le diplôme doit sanctionner des enseignements en psychologie ou en psychiatrie comprenant un total de 30 crédits,
 - 2) à l'obtention d'un diplôme sanctionnant des études d'infirmier et, outre ce diplôme, d'une spécialisation en psychiatrie, si le cursus conduisant audit diplôme ne comprenait pas d'enseignement de la psychiatrie ; ou
 - 3) au suivi, à l'étranger, d'une autre formation équivalente à ce qui est prescrit aux points 1) et 2).
- 31 En vertu de l'article 2 bis, quatrième alinéa, du décret relatif aux professionnels de santé, l'université décerne à l'étudiant un diplôme sanctionnant l'accomplissement de la formation. Ce diplôme fait apparaître la date et le volume de la formation, les unités d'enseignement et la preuve des compétences.

⁹ [omissis]

Le laki ammattipätevyyden tunnustamisesta (1384/2015¹⁰) (loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles)

- 32 Aux termes de l'article 1er, premier alinéa, de la loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, cette loi prévoit la reconnaissance des qualifications professionnelles et la libre prestation des services conformément à la directive 2005/36. Aux termes de l'article 1er, deuxième alinéa, de la loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, cette loi s'applique à la reconnaissance des qualifications professionnelles acquises par un ressortissant d'un État membre de l'Union dans un autre État membre. Aux termes de l'article 1er, quatrième alinéa, de la loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, si une autre loi contient, s'agissant de la reconnaissance des qualifications professionnelles, des dispositions dérogatoires, ce sont ces dernières qui sont applicables.
- 33 Aux termes de l'article 3 [omissis] de la loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, aux fins de la présente loi, on entend par
- 1) « profession réglementée »¹¹, un poste ou une fonction dont l'accès ou l'exercice sont subordonnés au respect de certaines exigences de qualification professionnelle prévues par la loi ;
 - 2) « qualifications professionnelles », les qualifications attestées par un titre de formation, une attestation de compétence ou une expérience professionnelle, ou encore par une combinaison de ces derniers ; **[Or. 9]**
 - 3) « titre de formation », les diplômes, certificats et autres titres délivrés par une autorité d'un État membre compétente et sanctionnant une formation professionnelle acquise principalement dans la Communauté, ainsi que les titres relatifs à l'accomplissement d'une formation professionnelle délivrés dans un pays tiers à un ressortissant d'un État membre ;
 - 7) « État membre d'origine », l'État dans lequel un professionnel qui migre en Finlande a acquis ses qualifications professionnelles ;
 - 10) « autorité compétente », l'organisme qui délivre les titres de formation et les autres documents sur lesquels se fonde une décision de reconnaissance, ainsi que l'autorité qui reçoit des demandes et prend des décisions sur la reconnaissance des qualifications professionnelles.

¹⁰ Finlex : <https://www.finlex.fi/fi/laki/ajantasa/2015/20151384>

¹¹ L'article 3, premier alinéa, de la loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles a été modifié comme suit par la loi 518/2020, entrée en vigueur le 1er juillet 2020 : 1) « profession réglementée », un poste ou une fonction dont l'accès ou l'exercice sont subordonnés au respect des exigences détaillées de qualification professionnelle prévues par la législation. Finlex : <https://www.finlex.fi/fi/laki/alkup/2020/20200518>

- 34 Aux termes de l'article 6, premier alinéa, de la loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, la reconnaissance des qualifications professionnelles repose sur une attestation de compétence, un titre de formation particulier ou un ensemble de tels documents délivrés par une autorité compétente d'un autre État membre. La reconnaissance des qualifications professionnelles est subordonnée à ce que l'intéressé ait le droit, dans son État membre d'origine, d'exercer la profession aux fins de l'exercice de laquelle il sollicite une décision sur la reconnaissance des qualifications professionnelles. Aux termes de l'article 6, deuxième alinéa, de la loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, la reconnaissance des qualifications professionnelles s'applique également aux demandeurs qui, au cours des dix dernières années, ont exercé leur profession à temps plein pendant un an ou à temps partiel pendant la même période dans un autre État membre dans lequel la profession en cause n'est pas réglementée et qui possèdent une ou plusieurs attestations de compétence ou un ou plusieurs titres de formation. Ces documents doivent démontrer l'aptitude de leur titulaire à exercer la profession en question. Cependant, une expérience professionnelle d'un an n'est pas requise si les titres de formation du demandeur attestent une formation réglementée.

Les dispositions pertinentes du droit de l'Union

Le traité FUE

- 35 L'article 45 TFUE garantit la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union. Il implique l'abolition de toute discrimination, fondée sur la nationalité, entre les travailleurs des États membres, en ce qui concerne l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail.
- 36 L'article 49 TFUE contient des dispositions sur le droit d'établissement des ressortissants d'un État membre. Aux termes de l'article 49, premier alinéa, TFUE, dans le cadre des dispositions ci-après, les restrictions à la liberté d'établissement des ressortissants d'un État membre dans le territoire d'un autre État membre sont interdites. **[Or. 10]**

Cette interdiction s'étend également aux restrictions à la création d'agences, de succursales ou de filiales, par les ressortissants d'un État membre établis sur le territoire d'un État membre.

- 37 L'article 53, paragraphe 1, TFUE prévoit que, afin de faciliter l'accès aux activités non salariées et leur exercice, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, arrêtent des directives visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres, ainsi qu'à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant l'accès aux activités non salariées et à l'exercice de celles-ci.

La directive 2005/36

- 38 La directive 2005/36 a été transposée au niveau national en Finlande par l'adoption du laki ammattipätevyyden tunnustamisesta (1384/2015) (loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles). La loi relative aux professionnels de santé contient les dispositions relatives aux professionnels de santé découlant de cette directive.
- 39 Le considérant 1 de la directive 2005/36 indique que, en vertu de l'article 3, paragraphe 1, point c), du traité, l'abolition entre les États membres des obstacles à la libre circulation des personnes et des services constitue un des objectifs de la Communauté. Pour les ressortissants des États membres, il s'agit notamment du droit d'exercer une profession, à titre salarié ou non salarié, dans un autre État membre que celui où ils ont acquis leurs qualifications professionnelles. En outre, l'article 47, paragraphe 1, du traité prévoit que des directives visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres sont arrêtées.
- 40 Aux termes du considérant 3 de la directive 2005/36, la garantie, conférée par cette directive aux personnes ayant acquis leurs qualifications professionnelles dans un État membre, d'accès à la même profession et d'exercice de cette profession dans un autre État membre avec les mêmes droits que les nationaux ne préjuge pas du respect par le professionnel migrant d'éventuelles conditions d'exercice non discriminatoires qui seraient imposées par ce dernier État membre, pour autant que ces conditions soient objectivement justifiées et proportionnées. **[Or. 11]**
- 41 Aux termes du considérant 6 de la directive 2005/36, la promotion de la prestation de services doit s'accompagner d'un respect strict de la santé et de la sécurité publiques ainsi que de la protection des consommateurs. C'est pourquoi des dispositions spécifiques devraient être envisagées pour les professions réglementées ayant des implications en matière de santé ou de sécurité publiques, qui consistent à fournir des prestations transfrontalières de manière temporaire ou occasionnelle.
- 42 Aux termes du considérant 11 de la directive 2005/36, pour les professions relevant du système général de reconnaissance des titres de formation, ci-après dénommé « système général », les États membres devraient conserver la faculté de fixer le niveau minimal de qualification nécessaire dans le but de garantir la qualité des prestations fournies sur leur territoire. Toutefois, en vertu des articles 10, 39 et 43 du traité, ils ne devraient pas pouvoir imposer à un ressortissant d'un État membre d'acquérir des qualifications qu'ils se bornent généralement à déterminer par référence aux diplômes délivrés dans le cadre de leur système national d'enseignement, alors que l'intéressé a déjà acquis tout ou partie de ces qualifications dans un autre État membre. En conséquence, il convient de prévoir que tout État membre d'accueil dans lequel une profession est réglementée est tenu de prendre en compte les qualifications acquises dans un autre État membre et d'apprécier si celles-ci correspondent à celles qu'il exige.

Toutefois, le système général n'empêche pas qu'un État membre impose à toute personne exerçant une profession dans cet État membre des exigences spécifiques motivées par l'application des règles professionnelles justifiées par l'intérêt général. Celles-ci concernent, par exemple, l'organisation de la profession, les normes professionnelles, y compris déontologiques, le contrôle et la responsabilité. Enfin, la présente directive n'a pas pour but d'interférer avec l'intérêt légitime des États membres à empêcher que certains de leurs citoyens puissent se soustraire d'une façon abusive à l'application du droit national en matière de professions.

- 43 Aux termes du considérant 17 de la directive 2005/36, afin de prendre en considération l'ensemble des situations pour lesquelles il n'existe encore aucune disposition relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, le système général devrait être étendu aux cas qui ne sont pas couverts par un système spécifique, soit parce que la profession concernée ne relève pas de l'un de ces systèmes, soit parce que, bien que la profession relève d'un tel système spécifique, le demandeur ne réunit pas, pour une raison particulière et exceptionnelle, les conditions pour en bénéficier.
- 44 Aux termes du considérant 44 de la directive 2005/36, cette directive est sans préjudice des mesures nécessaires en vue de garantir un niveau élevé de protection de la santé et des consommateurs.
- 45 Aux termes de l'article 1er, premier alinéa, de la directive 2005/36, cette directive établit les règles selon lesquelles un État membre [Or. 12] qui subordonne l'accès à une profession réglementée ou son exercice, sur son territoire, à la possession de qualifications professionnelles déterminées (ci-après dénommé « État membre d'accueil ») reconnaît, pour l'accès à cette profession et son exercice, les qualifications professionnelles acquises dans un ou plusieurs autres États membres [ci-après dénommé(s) « État membre d'origine »] et qui permettent au titulaire desdites qualifications d'y exercer la même profession.
- 46 Aux termes de l'article 2, paragraphe 1, de la directive 2005/36, cette directive s'applique à tout ressortissant d'un État membre, y compris les membres des professions libérales, voulant exercer une profession réglementée dans un État membre autre que celui où il a acquis ses qualifications professionnelles, soit à titre indépendant, soit à titre salarié.
- 47 Aux termes de l'article 3, paragraphe 1, de la directive 2005/36, aux fins de cette directive on entend par :
- a) « profession réglementée » : une activité ou un ensemble d'activités professionnelles dont l'accès, l'exercice ou une des modalités d'exercice est subordonné directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, à la possession de qualifications professionnelles déterminées ; l'utilisation d'un titre professionnel limitée par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives aux détenteurs d'une

qualification professionnelle donnée constitue notamment une modalité d'exercice. Lorsque la première phrase n'est pas d'application, une profession visée au paragraphe 2 est assimilée à une profession réglementée ;

b) « qualifications professionnelles » : les qualifications attestées par un titre de formation, une attestation de compétence visée à l'article 11, point a) i) et/ou une expérience professionnelle ;

[c]) « titre de formation » : les diplômes, certificats et autres titres délivrés par une autorité d'un État membre désignée en vertu des dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet État membre et sanctionnant une formation professionnelle acquise principalement dans la Communauté. Lorsque la première phrase n'est pas d'application, un titre visé au paragraphe 3 est assimilé à un titre de formation ;

d) « autorité compétente » : toute autorité ou instance habilitée spécifiquement par un État membre à délivrer ou à recevoir des titres de formation et autres documents ou informations, ainsi qu'à recevoir des demandes et à prendre des décisions, visées dans la présente directive ;

e) « formation réglementée » : toute formation qui vise spécifiquement l'exercice d'une profession déterminée et qui consiste en un cycle d'études [Or. 13] complété, le cas échéant, par une formation professionnelle, un stage professionnel ou une pratique professionnelle.

La structure et le niveau de la formation professionnelle, du stage professionnel ou de la pratique professionnelle sont déterminés par les dispositions législatives, réglementaires ou administratives de l'État membre en question ou font l'objet d'un contrôle ou d'un agrément par l'autorité désignée à cet effet.

48 Aux termes de l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2005/36, la reconnaissance des qualifications professionnelles par l'État membre d'accueil permet aux bénéficiaires d'accéder dans cet État membre à la même profession que celle pour laquelle ils sont qualifiés dans l'État membre d'origine et de l'y exercer dans les mêmes conditions que les nationaux. Aux termes de l'article 4, paragraphe 2, de cette directive, aux fins de ladite directive, la profession que veut exercer le demandeur dans l'État membre d'accueil est la même que celle pour laquelle il est qualifié dans son État membre d'origine si les activités couvertes sont comparables.

49 Aux termes de l'article 13, paragraphe 1, de la directive 2005/36, lorsque, dans un État membre d'accueil, l'accès à une profession réglementée ou son exercice est subordonné à la possession de qualifications professionnelles déterminées, l'autorité compétente de cet État membre permet aux demandeurs d'accéder à cette profession et de l'exercer, dans les mêmes conditions que pour ses nationaux, s'ils possèdent une attestation de compétences ou un titre de formation visé à l'article 11 qui est requis par un autre État membre pour accéder à cette même profession sur son territoire ou l'y exercer. Les attestations de compétences

ou les titres de formation sont délivrés par une autorité compétente dans un État membre, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet État membre.

- 50 Aux termes de l'article 13, paragraphe 2, de la directive 2005/36, l'accès à la profession et son exercice, tels que décrits au paragraphe 1, sont également accordés aux demandeurs qui ont exercé la profession en question à temps plein pendant une année ou à temps partiel pendant une durée totale équivalente au cours des dix années précédentes dans un autre État membre qui ne réglemente pas cette profession et qui possèdent une ou plusieurs attestations de compétences ou preuves de titre de formation délivré par un autre État membre qui ne réglemente pas cette profession.

Les attestations de compétences ou les titres de formation remplissent les conditions suivantes :

- a) être délivrés par une autorité compétente dans un État membre, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet État membre ; [Or. 14]
- b) attester la préparation du titulaire à l'exercice de la profession concernée.

L'expérience professionnelle d'un an visée au premier alinéa ne peut cependant être requise si le titre de formation que possède le demandeur certifie une formation réglementée.

- 51 Aux termes de l'article 13, paragraphe 3, de la directive 2005/36, l'État membre d'accueil accepte le niveau attesté au titre de l'article 11 par l'État membre d'origine ainsi que le certificat par lequel l'État membre d'origine certifie que la formation réglementée ou la formation professionnelle à structure particulière visée à l'article 11, point c) ii), est équivalente au niveau prévu à l'article 11, point c) i).

La jurisprudence pertinente de la Cour

- 52 Dans l'affaire ayant donné lieu à l'arrêt du 21 septembre 2017, Malta Dental Technologists Association et Reynaud (C-125/16, EU:C:2017:707), il s'agissait de savoir si les dispositions du traité FUE portant sur les libertés fondamentales et celles de la directive 2005/36 devaient être interprétées en ce sens qu'elles s'opposent à une réglementation d'un État membre, telle que celle qui était en cause au principal, qui prévoit que dans l'État d'accueil, l'activité de prothésiste dentaire, en tant que profession réglementée, doit être exercée en collaboration avec un praticien de l'art dentaire (point 32 de l'arrêt).
- 53 Dans cet arrêt, la Cour a jugé qu'il convenait d'apprécier si, en ce qui concerne les aspects des conditions d'exercice de la profession de prothésiste dentaire ou de celle de prothésiste dentaire clinique qui ne sont pas harmonisés par la directive

2005/36, l'exigence d'exercice de la profession de prothésiste dentaire en collaboration avec un praticien de l'art dentaire est conforme au traité FUE (point 52 de l'arrêt, c'est nous qui soulignons).

- 54 L'arrêt du 6 octobre 2015, Brouillard (C-298/14, EU:C:2015:652) concernait l'admission de M. Brouillard à un concours de recrutement de référendaires à la Cour de cassation. La Cour a jugé que cette fonction ne constitue pas une « profession réglementée », au sens de la directive 2005/36, de telle sorte que cette dernière n'était pas applicable à la situation en cause au principal (point 42 de l'arrêt). La Cour a ensuite examiné si l'article 45 TFUE devait être interprété en ce sens qu'il s'oppose à ce que le jury d'un concours de recrutement de référendaires auprès d'une juridiction d'un État membre, lorsqu'il examine une demande de participation à ce concours présentée par un ressortissant de cet État membre, subordonne cette participation à la possession des diplômes exigés par la législation dudit État membre [Or. 15] ou à la reconnaissance de l'équivalence académique d'un diplôme de master délivré par l'université d'un autre État membre, sans prendre en considération l'ensemble des diplômes, des certificats et d'autres titres ainsi que l'expérience professionnelle pertinente de l'intéressé, en procédant à une comparaison entre les qualifications professionnelles attestées par ceux-ci et celles exigées par cette législation (point 47 de l'arrêt).
- 55 À cet égard, la Cour a rappelé que, en l'absence d'harmonisation des conditions d'accès à une profession, les États membres sont en droit de définir les connaissances et les qualifications nécessaires à l'exercice de cette profession et d'exiger la production d'un diplôme attestant la possession de ces connaissances et qualifications (arrêt du 6 octobre 2015, Brouillard, C-298/14, EU:C:2015:652, point 48 et jurisprudence citée, c'est nous qui soulignons).
- 56 La Cour a ajouté qu'il n'en reste pas moins que les États membres doivent exercer leurs compétences dans ce domaine dans le respect des libertés fondamentales garanties par le traité FUE (arrêt du 6 octobre 2015, Brouillard, C-298/14, EU:C:2015:652, point 51 et jurisprudence citée). En particulier, les dispositions nationales adoptées à cet égard ne sauraient constituer une entrave injustifiée à l'exercice effectif de la liberté fondamentale garantie par l'article 45 TFUE (arrêt du 6 octobre 2015, Brouillard, C-298/14, EU:C:2015:652, point 52 et jurisprudence citée). Selon la jurisprudence de la Cour, des règles nationales établissant des conditions de qualification, même appliquées sans discrimination tenant à la nationalité, peuvent avoir pour effet d'entraver l'exercice desdites libertés fondamentales si les règles nationales en question font abstraction des connaissances et des qualifications déjà acquises par l'intéressé dans un autre État membre (arrêt du 6 octobre 2015, Brouillard, C-298/14, EU:C:2015:652, point 53 et jurisprudence citée).
- 57 La Cour a rappelé que les autorités d'un État membre, saisies d'une demande d'autorisation, présentée par un ressortissant de l'Union, d'exercer une profession dont l'accès est, selon la législation nationale, subordonné à la possession d'un diplôme ou d'une qualification professionnelle, ou encore à des périodes

d'expérience pratique, sont tenues de prendre en considération l'ensemble des diplômes, des certificats et d'autres titres, ainsi que l'expérience pertinente de l'intéressé, en procédant à une comparaison entre, d'une part, les compétences attestées par ces titres et cette expérience et, d'autre part, les connaissances et les qualifications exigées par la législation nationale (arrêt du 6 octobre 2015, Brouillard, C-298/14, EU:C:2015:652, point 54 et jurisprudence citée). Cette procédure d'examen comparatif doit permettre aux autorités de l'État membre d'accueil de s'assurer objectivement que le diplôme étranger atteste, dans le chef de son titulaire, de connaissances et de qualifications, sinon identiques, du moins équivalentes à celles attestées par le diplôme national. Cette appréciation de l'équivalence du diplôme étranger doit être faite exclusivement en tenant compte du degré des connaissances et des qualifications que ce diplôme permet de présumer, **[Or. 16]** compte tenu de la nature et de la durée des études et de la formation pratique qui s'y rapporte, dans le chef du titulaire (arrêt du 6 octobre 2015, Brouillard, C-298/14, EU:C:2015:652, point 55 et jurisprudence citée).

- 58 La Cour a considéré que, dans le cadre de cet examen, un État membre peut, toutefois, prendre en considération des différences objectives relatives tant au cadre juridique de la profession en question dans l'État membre de provenance qu'à son champ d'activité (arrêt du 6 octobre 2015, Brouillard, C-298/14, EU:C:2015:652, point 56 et jurisprudence citée). Si cet examen comparatif des diplômes aboutit à la constatation que les connaissances et les qualifications attestées par le diplôme étranger correspondent à celles exigées par les dispositions nationales, l'État membre est tenu d'admettre que ce diplôme remplit les conditions posées par celles-ci. Si, par contre, la comparaison ne révèle qu'une correspondance partielle entre ces connaissances et qualifications, l'État membre d'accueil est en droit d'exiger que l'intéressé démontre qu'il a acquis les connaissances et les qualifications manquantes (arrêt du 6 octobre 2015, Brouillard, C-298/14, EU:C:2015:652, point 57 et jurisprudence citée).
- 59 L'arrêt du 27 juin 2013, Nasiopoulos (C-575/11, EU:C:2013:430) portait sur la reconnaissance partielle, dans l'État membre d'accueil, des qualifications professionnelles pour la profession réglementée de kinésithérapeute. La Cour a jugé que dans les cas où, dans l'État membre d'origine et dans celui d'accueil, le degré de similitude des deux professions est tel qu'elles peuvent être qualifiées de « comparables » et, partant, de « même profession », au sens de l'article 4, paragraphe 2, de la directive 2005/36, les lacunes que comporte la formation du demandeur par rapport à celle exigée dans l'État membre d'accueil peuvent être effectivement comblées par l'application des mesures de compensation prévues à l'article 14, paragraphe 1, de cette directive. Par conséquent, dans de telles circonstances, l'article 49 TFUE n'est pas enfreint lorsque l'État membre d'accueil n'accorde pas l'accès partiel à une profession (point 31 de l'arrêt).
- 60 La Cour a jugé que, en revanche, l'article 49 TFUE est susceptible d'être enfreint lorsqu'il s'agit de cas non couverts par la directive 2005/36, en ce sens que les différences entre les domaines d'activités sont si importantes que, en réalité, le

demandeur devrait suivre une formation complète pour pouvoir exercer, dans un autre État membre, les activités pour lesquelles il est qualifié (arrêt du 27 juin 2013, Nasiopoulos, C-575/11, EU:C:2013:430, point 32 et jurisprudence citée). À cet égard, la Cour a relevé qu'il appartient aux autorités et, en particulier, aux juridictions compétentes de l'État membre d'accueil de déterminer à quel point, dans chaque cas concret, le contenu de la formation obtenue par l'intéressé est différent de celui requis dans cet État (arrêt du 27 juin 2013, Nasiopoulos, C-575/11, EU:C:2013:430, point 33 et jurisprudence citée).

- 61 Dans l'arrêt du 7 mai 1991, Vlassopoulou (C-340/89, EU:C:1991:193), il s'agissait d'un citoyen de l'Union déjà admis [Or. 17] à exercer la profession d'avocat dans son pays d'origine et qui avait demandé le droit d'exercer cette profession dans un autre État membre. La Cour a considéré dans son arrêt que les autorités nationales d'un État membre sont tenues d'examiner dans quelle mesure les connaissances et qualifications attestées par le diplôme acquis par l'intéressé dans son pays d'origine correspondent à celles exigées par la réglementation de l'État d'accueil. Dans le cas où la correspondance entre ces diplômes n'est que partielle, les autorités nationales en question sont en droit d'exiger que l'intéressé établisse qu'il a acquis les connaissances et qualifications manquantes (point 23 de l'arrêt).

Le caractère nécessaire de la demande de décision préjudicielle

- 62 Dans sa jurisprudence rendue dans le cadre d'une autre affaire, le korkein hallinto-oikeus (Cour administrative suprême) a jugé que la formation dispensée par l'UWE et le HPI ne saurait être considérée comme une formation suivie en Finlande au sens de l'article 5 [omissis]¹², deuxième alinéa, de la loi relative aux professionnels de santé [décision du korkein hallinto-oikeus (Cour administrative suprême) du 1er juillet 2020, no 2846, bref compte rendu de la décision¹³]. La demande formée par A ne saurait donc être accueillie sur la base des dispositions de droit national relatives au droit de porter un titre professionnel en se prévalant d'une formation suivie en Finlande.
- 63 Les conditions d'accès à la profession de psychothérapeute n'ont pas été harmonisées au niveau de l'Union, de sorte qu'un État membre est en droit de définir les connaissances et les qualifications nécessaires à l'exercice de cette profession et d'exiger la production d'un diplôme attestant la possession de ces connaissances et qualifications (voir arrêt du 6 octobre 2015, Brouillard, C-298/14, EU:C:2015:652, point 48). La directive 2005/36 ne limite pas la compétence des États membres sur ce point, mais il n'en reste pas moins que ceux-ci doivent exercer leurs compétences dans ce domaine dans le respect des

¹² [omissis]

¹³ Finlex : <https://www.finlex.fi/fi/oikeus/kho/lyhyet/2020/202002846>

libertés fondamentales garanties par le traité (voir arrêt du 27 juin 2013, Nasiopoulos, C-575/11, EU:C:2013:430, point 20 et jurisprudence citée).

- 64 En Finlande, la profession de psychologue doit être considérée comme une profession réglementée au sens de l'article 3, paragraphe 1, sous a), de la directive 2005/36, car seule une personne qui satisfait aux conditions de qualification professionnelle prévues par la loi relative aux professionnels de santé et par le décret relatif aux professionnels de santé a le droit de porter le titre professionnel en cause.
- 65 En Finlande, la profession de psychologue est réglementée notamment afin de garantir la sécurité des patients. **[Or. 18]**
- 66 La profession de psychologue n'étant pas visée par les dispositions des chapitres II et III du titre III de la directive 2005/36, elle est donc soumise au régime général de reconnaissance des titres de formation, prévu au chapitre I de ce titre et notamment aux articles 10 à 14 de cette directive (voir, par analogie, arrêt du 21 septembre 2017, Malta Dental Technologists Association et Reynaud, C-125/16, EU:C:2017:707, point 38). Selon les informations obtenues mentionnées aux points 13 et 14 ci-dessus, au Royaume-Uni, la profession de psychologue n'est pas réglementée et il n'existe pas de formation réglementée pour son exercice. L'article 13, paragraphe 2, de la directive 2005/36 revêt donc une importance particulière.
- 67 Dès lors que A n'a pas exercé la profession de psychologue dans un autre État membre dans lequel cette profession n'est pas réglementée, le korkein hallinto-oikeus (Cour administrative suprême) estime que A n'a pas le droit d'exercer la profession réglementée de psychologue en Finlande en vertu des dispositions de la directive 2005/36. Étant donné que, en droit national, l'article 6 [omissis]¹⁴, deuxième alinéa, de la loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles exige également, au même titre que cette directive, au moins un an d'expérience professionnelle dans un autre État membre, le droit de porter le titre professionnel de psychologue ne peut pas non plus être accordé en vertu du droit national.
- 68 Le diplôme décerné à A par l'UWE (« Postgraduate Diploma ») est accompagné d'un document indiquant que « The program has been planned in accordance with the requirements of Finland's Health Care Professionals Decree (564/1994) 2 a § and so that graduates fulfill the requirements in 2 a § Paragraph 3 » [« Le cursus a été élaboré dans le respect des exigences prévues par l'article 2 bis du décret finlandais relatif aux professionnels de santé (564/1994), de sorte que les diplômés remplissent les conditions énoncées à l'article 2 bis, troisième alinéa, de ce décret »]. Selon le korkein hallinto-oikeus (Cour administrative suprême), la déclaration d'une université relevant du système éducatif du Royaume-Uni selon laquelle la formation répondrait aux exigences du décret finlandais relatif aux

¹⁴ [omissis]

professionnels de santé ne saurait être prise pour fondement pour considérer que le titre de formation en cause constitue un titre au sens de l'article 13, paragraphe 2, troisième alinéa, de la directive 2005/36.

- 69 Différentes opinions ont été présentées sur la question de savoir si, nonobstant les dispositions de la directive 2005/36, la situation doit encore être appréciée à la lumière des libertés fondamentales garanties par les articles 45 et 49 TFUE et de la jurisprudence de la Cour rendue à ce sujet.
- 70 L'interprétation selon laquelle il n'y aurait pas lieu d'apprécier une situation telle que celle de l'espèce à la lumière des libertés fondamentales peut être justifiée par le fait que la présente affaire entre dans le champ d'application de la directive 2005/36 et du régime général prévu par cette directive, et par le fait que les conditions d'exercice d'une profession réglementée dans l'État membre d'accueil qui sont ici en cause ont été **[Or. 19]** harmonisées par les dispositions de l'article 13, paragraphe 2, de ladite directive (voir arrêt du 21 septembre 2017, Malta Dental Technologists Association et Reynaud, C-125/16, EU:C:2017:707, point 52). Par ailleurs, l'interprétation selon laquelle il y aurait lieu d'apprécier la situation également à la lumière des libertés fondamentales peut s'appuyer aussi sur les motifs, par exemple, des arrêts du 6 octobre 2015, Brouillard, (C-298/14, EU:C:2015:652, point 54 notamment) et du 27 juin 2013, Nasiopoulos (C-575/11, EU:C:2013:430, point 32 notamment).
- 71 À la connaissance du korkein hallinto-oikeus (Cour administrative suprême), la Cour n'a pas expressément statué sur la nécessité, dans le contexte du traitement des demandes individuelles, d'apprécier encore de manière distincte, au regard du traité FUE, les conditions d'exercice d'une profession réglementée telles que celles en cause en l'espèce, conditions qui ont été harmonisées dans le régime général de la directive 2005/36. C'est ce à quoi se rapporte la première question préjudicielle posée par le korkein hallinto-oikeus (Cour administrative suprême).
- 72 Si la Cour considère que, nonobstant la réglementation détaillée de la directive 2005/36, il convient, dans une situation telle que celle au principal, d'apprécier la demande également à la lumière des libertés fondamentales garanties par le traité FUE, le korkein hallinto-oikeus (Cour administrative suprême) sera conduit à se prononcer sur la pertinence qu'il faut donner au diplôme décerné par l'UWE. Dans ce contexte, il conviendra également de prendre position sur la question de savoir si, pour s'assurer que le diplôme étranger atteste, dans le chef de son titulaire, de connaissances et de qualifications, sinon identiques, du moins équivalentes à celles attestées par le diplôme national, il est permis à l'autorité compétente de l'État membre d'accueil de se fonder également sur des informations qu'elle a obtenues de diverses manières s'agissant des modalités concrètes de la formation en question, ou si cette autorité doit se fier, également dans des circonstances particulières telles que celles en cause en l'espèce, aux informations relatives au contenu de la formation fournies par l'organisateur de cette formation s'agissant du diplôme délivré par une université relevant du système éducatif d'un autre État membre.

73 Dans l'arrêt du 6 octobre 2015, Brouillard (C-298/14, EU:C:2015:652), la Cour a jugé que l'appréciation de l'équivalence du diplôme étranger doit être faite exclusivement en tenant compte du degré des connaissances et des qualifications que ce diplôme permet de présumer, compte tenu de la nature et de la durée des études et de la formation pratique qui s'y rapporte, dans le chef du titulaire (point 55 de l'arrêt). Selon le korkein hallinto-oikeus (Cour administrative suprême), cette appréciation, tout comme l'article 50, paragraphe 3, de la directive 2005/36 dans les cas particuliers dans lesquels cette disposition s'applique, vise à limiter la faculté de l'autorité compétente de l'État membre d'accueil d'apprécier le contenu exact et les modalités pratiques d'une formation accomplie dans le cadre du système éducatif d'un autre État membre. Si la réponse donnée par la Cour à la première question préjudicielle est affirmative, il y a lieu de déterminer, en l'espèce, **[Or. 20]** si le droit de l'Union s'oppose à ce que, dans les circonstances particulières de la présente affaire, l'autorité compétente de l'État membre d'accueil fonde son appréciation de l'équivalence de la formation en question également sur les informations qu'elle a obtenues de la part de personnes autres que les organisateurs de cette formation ou des autorités compétentes d'un autre État membre sur le contenu exact et les modalités concrètes de ladite formation.

[omissis]

74 [omissis]

Les questions préjudicielles

75 Le korkein hallinto-oikeus (Cour administrative suprême) saisit la Cour, sur le fondement de l'article 267 TFUE, des questions préjudicielles suivantes :

1) Les libertés fondamentales garanties par le traité FUE et la directive 2005/36 doivent-elles être interprétées en ce sens que le droit d'un demandeur d'exercer une profession réglementée doit être apprécié par l'autorité compétente de l'État membre d'accueil au regard des articles 45 et 49 TFUE ainsi que de la jurisprudence de la Cour y afférente (en particulier les arrêts du 7 mai 1991, Vlassopoulou, C-340/89, EU:C:1991:193, et du 6 octobre 2015, Brouillard, C-298/14, EU:C:2015:652), nonobstant le fait que l'article 13, paragraphe 2, de cette directive apparaît avoir harmonisé, pour une profession réglementée, les conditions d'exercice dans lesquelles l'État membre d'accueil doit autoriser un demandeur à exercer une telle profession, lorsque ce demandeur possède un titre de formation délivré dans un État membre dans lequel ladite profession n'est pas réglementée, mais que ledit demandeur ne satisfait pas à l'exigence prévue dans cette disposition de la directive pour l'exercice de la même profession ?

2) En cas de réponse affirmative à la première question, le droit de l'Union, compte tenu des motifs de l'arrêt du 6 octobre 2015, Brouillard (C-298/14, EU:C:2015:652, point 55) concernant les critères d'appréciation exclusifs de

l'équivalence des diplômes, s'oppose-t-il à ce que, dans une hypothèse telle que celle en cause au principal, l'autorité compétente de l'État membre d'accueil fonde son appréciation de l'équivalence de la formation en cause également sur des informations sur le contenu exact et les modalités concrètes de cette formation qui lui ont été fournies par des personnes autres que les organisateurs de ladite formation ou par les autorités d'un autre État membre ? **[Or. 21]**

[omissis]

[omissis] **[Or. 22]**

[omissis]

DOCUMENT DE TRAVAIL